



En couverture : Devant le quartier Guynemer – Jean-Bart, photo d'Antoine Tricot.

Antoine Tricot, journaliste indépendant, travaille principalement pour la radio France Culture sur différentes émissions documentaires (notamment *LSD – La Série documentaire* et *Le Temps du débat*). Il a été également durant plusieurs années producteur délégué de l'émission de débats d'actualités *Du grain à moudre*. Il a également publié des articles sur le monde de la culture et des idées dans différents médias français et allemands. Il développe en parallèle une démarche de création photographique. Ce livre est l'aboutissement d'une résidence d'écriture commencée en novembre 2015 soutenue par la mission Art & Espace public de la Ville de Dunkerque.

ANTOINE TRICOT

CHEVILLE OUVRIÈRE

ESSAI DE JOURNALISME CRITIQUE EN QUARTIERS POPULAIRES

Qu'est-ce qu'un quartier populaire en dehors du journal télévisé de 20 h ? Sans sensationnalisme, ni misérabilisme ? Poser cette question, c'est d'abord faire face à toute une série de clichés, de tics et de raccourcis liés à la fabrique médiatique de l'image des banlieues. Peut-on changer ce prisme qui nous fait voir ces espaces hétéroclites au travers uniquement du fait divers, de la violence, de la drogue et de tous les maux (et les mots) auxquels on les associe ?

Antoine Tricot, en tant que journaliste, a expérimenté une autre façon d'aborder les quartiers populaires. Loin de la région parisienne, il a conduit pour cela une résidence d'écriture de deux ans dans le Nord. À Saint-Pol-sur-Mer, 21 000 habitants, dans la communauté urbaine de Dunkerque. Une ville ouvrière et « ouvrière » – taradée, entre industrie et urbanisation. Il s'est immergé sur place avant la mise en chantier d'un grand projet de rénovation urbaine. Son terrain : d'un côté les cités Guynemer et Jean-Bart, soit deux barres HLM de 900 logements (construites en 1973) et de l'autre une cité-jardin cheminote (datant de 1920). Deux quartiers limitrophes, tout à fait différents, pourtant classés en quartiers prioritaires de la politique de la ville et portant ensemble la même mémoire ouvrière.

Ouvriers, cheminots à la retraite, jeunes au chômage, étudiants, fonctionnaires, allocataires du RSA, éducateurs de rue, ados, jeunes footballeuses, vieux mécanicien, employés des bailleurs sociaux, jeune cadre du FN local, médecin, député-maire... Autant de personnages pour un itinéraire jalonné de récits recueillis, montés comme des pièces radiophoniques, et mis en regard avec des archives et des articles des quotidiens locaux. Au cours de cette enquête mêlant journalisme, sociologie et histoire, une image se tisse, celle d'un territoire avec ses tensions raconté par ses habitants. La fierté ouvrière qui s'effrite à mesure que le chômage monte – mais qui reste chevillée au corps –, les paradoxes de la politique de la ville, la toute-puissance des bailleurs HLM, les traumatismes du trafic de drogue, la progression de l'extrême droite sur les friches du communisme, le découragement et la fatalité. Mais aussi les réussites et l'entraide, la valeur du travail des éducateurs, les engagements associatifs et politiques, la transmission, la richesse des identités diverses et la foi dans l'avenir. Un récit écrit à la première personne, avec subjectivité et tonicité.

Un lieu comme il y en a tant d'autres en France, chez les « invisibles » et les oubliés, « délaissés », caricaturés mais dont l'expérience est pourtant d'une utilité publique et universelle. Ce type d'étude met en lumière une autre façon de voir, d'écouter et de transmettre l'actualité d'un espace très observé mais trop peu compris.

CHEVILLE OUVRIÈRE ?

« Cheville ouvrière » : l'expression est forte, familière, vissée au langage commun et à la mémoire collective. À l'origine, l'expression indique une pièce maîtresse autour de laquelle s'articule des forces, un ressort principal. Dans un système constructif on pourrait aussi parler de *pièce angulaire*. Cette pièce a pour fonctions essentielles l'assemblage et la cohésion. Mais la cheville ouvrière renvoie aussi à une mécanique sociale où domine aussi la notion de pivot.

Ce titre révèle un engagement, un parti pris, voire un manifeste. Antoine Tricot, au cours d'une immersion prolongée dans l'agglomération dunkerquoise à la recherche des récits que tiennent les habitants sur leur propre territoire et à la manière dont ils le pensent, s'est livré à un exercice de journalisme critique et situé.

Son enquête porte sur l'écoute et la compréhension des récits de celles et ceux qui habitent ces quartiers populaires d'une grande agglomération française de tradition ouvrière. Dunkerque, comme d'autres villes industrielles, portuaires ou minières, en banlieue parisienne, à Lille, Saint-Nazaire, Mulhouse ou Saint-Étienne, présente dans son territoire des caractéristiques qui peuvent faire l'objet d'analyses historiques, sociologiques, démographiques. Mais le travail d'Antoine Tricot s'écrit au présent du quotidien, voire de la banalité, et retranscrit les prises de parole forte et digne qu'il a suscitées.

Le titre du livre est aussi un hommage direct au grand sociologue Michel Verret disparu en 2017, dont l'ouvrage *Chevilles ouvrières* (éd. de l'Atelier) est un grand classique de la sociologie ouvrière.

Ce livre prend place dans la collection Poche de Créaphis au croisement de sujets et de champs éditoriaux que la maison d'édition développe depuis plus de trente ans : histoire et mémoire ouvrières, études urbaines (histoire, sociologie, anthropologie), enquête et récits de vie, mobilités et migrations.



▲▲ Sentier de désir entre la résidence Guynemer et la cité Cheminots.



► Maisons de la cité Cheminots, le stade et les usines.



EXTRAITS - INTRODUCTION

POUR UN JOURNALISME DE LA BANALITÉ

Comment s'est déroulée cette exclusion des quartiers HLM de l'histoire ouvrière? En racontant cette histoire ultralocale, il me semble que l'on peut comprendre ce mécanisme dégradant. Celui qui a privé des quartiers populaires de leur héritage et de leur place pleine et entière dans une société qui les rend responsables de tous leurs maux. Au contraire, il faut se demander réellement, profondément, au-delà du spectre du présent, ce qu'est un quartier populaire, une cité, une banlieue, un quartier difficile, sensible, pauvre.

Me poser la question à moi, jeune journaliste, c'est me confronter à toute une série de tics, de représentations, de raccourcis et de contradictions liés à ma profession. Les relations entre journalistes et habitants de ces quartiers sont tendues. Au point que ces derniers en viennent à porter plainte collectivement contre des chaînes de télévision pour combattre l'image tronquée de leurs lieux de vie que ces médias véhiculent. De mon côté, je suis intervenu en dehors du cadre journalistique classique, car je n'écrivais pas pour un média *a priori*, car j'avais du temps, car je n'avais pas de sujet imposé, ni de rédacteur en chef me forçant la main. Pourtant, j'ai été rapidement renvoyé dans les travers de ma profession. Ainsi Christine Decodts, cheville ouvrière de la politique de la ville à Saint-Pol, se plaisait, mi-moqueuse, mi-sérieuse, à mettre en garde contre ma présence dans différentes réunions auxquelles je fus convié : « Attention à ce que vous dites, Monsieur est journaliste. Il note et enregistre tout ! »

Beaucoup de mes interlocuteurs ont accepté de me rencontrer seulement parce que je leur avais été recommandé par une personne de confiance et ils ne se privèrent pas de me le rappeler. Il faut dire aussi que le journaliste, dans l'esprit de mes interlocuteurs, c'est souvent un homme, blanc, riche, qui vient dans les quartiers populaires pour nourrir et transmettre ses fantasmes sur la violence et « l'insécurité culturelle » des « petits Blancs » face à l'immigration et au terrorisme islamiste. On m'a ainsi renvoyé à cet archétype du reporter télé dont Bernard de La Villardière, animateur de la chaîne M6, semblait être le plus criant avatar depuis son affrontement avec des jeunes de Sevrans, en Ile-de-France, à l'automne 2016. Altercation avec des jeunes qu'il désignait comme « un mélange de dealers ou salafistes » en voix off de son reportage. Les jeunes arguaient n'avoir jamais vu l'imam que l'animateur était en train d'interviewer devant une mosquée de leur ville et que l'équipe de télévision avait ignoré leurs remarques ainsi que leurs bonjours. De La Villardière :

« Vous allez me laisser bosser ? Alors ! [...] »

Ça vous embête qu'on parle de cette mosquée ? Ça vous gêne qu'on parle de cet endroit, ça vous gêne ? » Un jeune :

« À raconter de la merde, ouais, ça nous gêne. »

Jérôme Berthaut, sociologue, présente dans son livre *La banlieue du « 20 heures »* comment cette « merde », autrement dit cette image péjorative de la « banlieue », s'est imposée dans les médias et en particulier dans le journal télévisé de la chaîne publique France 2. Cette représentation doit beaucoup à la volonté de traiter les périphéries des villes et leurs quartiers pauvres uniquement par



les faits divers, sordides le plus souvent. Dans la profession, pour que le récit soit vivant, on a tendance à aller chercher ce qui dérange, ce qui sort de l'ordinaire. Parce qu'on a peur que la réalité ne soit pas assez parlante, trop fine, trop timide. On cherche du clair, du défini, du gros, quelque chose que l'on peut faire comprendre dans un sujet d'une minute trente à la télé ou à la radio, et caser dans une colonne d'un quotidien régional. Un événement, c'est clair, ça tranche et ça fait une jolie histoire. [...]

Certes, il y a de la violence – physique et symbolique – dans les quartiers populaires; certes, il y a des morts tragiques. Mais doit-on attendre un mort pour s'intéresser à un quartier et parle-t-on plus des quartiers chics de Paris ou d'ailleurs quand on y retrouve des cadavres? Les quartiers bourgeois de Nice sont-ils exactement les mêmes que ceux de Paris ou de Deauville? Les ruraux des Pyrénées ont-ils la même vie que ceux de la Beauce? Puisque l'événement, tragique de préférence, empêche de percevoir le quotidien des habitants dans toute sa diversité, il faut donc s'en passer. Il faut raconter ces lieux en fuyant le fait divers. J'aimerais écrire l'histoire d'un quartier populaire dans sa banalité et dans sa tranquillité.

Pour y parvenir, on ne peut pas se contenter du présent, de ce qui saute aux yeux, de l'actualité. Il faut aller fouiller le passé pour retrouver les mouvements invisibles qui ont abouti à ce tableau en constante évolution. Des lieux aussi vastes et aussi peuplés que des quartiers populaires comme ceux de Saint-Pol-sur-Mer sont constitués de strates de vie et d'histoires fort diverses. Un mille-feuille de couches d'expériences qui se sont plissées, fracturées, repliées, déplacées au gré du temps. Je veux l'étudier comme un géologue. Strate par strate, descendre de la surface dans les profondeurs du temps. Faire remonter les récits de vie, les souvenirs, les sensibilités, les trajectoires individuelles et collectives. Aller chercher ce qui, au fond, relie ces quartiers à une histoire commune. Un livre racontant un quartier ne peut donc n'être qu'un recueil expressionniste de fragments éparés de discussions et de réflexions cueillies lors de mon arpentage. [...]

POUR UN JOURNALISME SITUÉ

Les quartiers populaires, comme tout autre espace de vie singulier, méritent d'être pris en compte dans leur complexité. Mais est-ce que le journalisme peut réellement relever ce défi? [...] « Le journaliste critique tout ce qui existe sous le soleil » dit Pulitzer. Mais force est de reconnaître qu'il peine à se soumettre lui-même aux feux de sa propre critique. Le journalisme entame à peine aujourd'hui son tournant réflexif qui a depuis la fin des années 1980 révolutionné les sciences humaines et sociales. Pourtant, je pense que le journalisme a tout à gagner à assumer que les vérités qu'il établit sont « partielles » comme l'exprime l'anthropologue américain James Clifford dans son livre *Writing Culture* paru en 1986. En tant que journaliste avec un vécu particulier, je vais aborder mon sujet et les gens que je vais interroger d'une certaine manière. Un ou une autre journaliste le fera autrement et ne choisira pas les mêmes informations à mettre en avant, les mêmes témoins, etc. Notre travail final s'en ressentira ainsi que la réaction du public. Nous diffusons donc des « vérités situées ».

Pour le journalisme, qui a fait de la quête de « la » vérité sa raison d'être, cette affirmation peut sembler perturbante. Pourtant, dire que la vérité des individus est construite en fonction de leur classe sociale, de leur genre, de leur présumée appartenance « raciale » ne remet pas en cause la recherche des faits et de la vérité. Dire cela, ce n'est pas tomber dans un relativisme absolu où tout se vaut. Au contraire, cela permet de s'approcher au plus près de la vérité en prenant en compte toutes les dimensions de la réalité que l'on observe et en particulier les jeux de pouvoir et les rapports de force dans lesquels sont pris les individus que nous interrogeons et nous-mêmes qui les interrogeons.

Ce parti pris d'un journalisme situé assume une entière subjectivité. Le seul lien qui existe entre les témoignages, portraits, citations et réflexions regroupés ici est qu'ils proviennent de personnes qui se sont trouvées sur mon chemin, que j'ai sollicitées et que j'ai choisi de faire figurer dans ces pages. Je suis ce narrateur qui donne la parole. Cela m'oblige donc à me situer pour savoir « d'où je parle », quelles sont les perspectives que j'adopte et en quoi elles peuvent être biaisées. Je dis donc *je*. Je n'ai jamais habité en HLM, j'habite aujourd'hui à Saint-Denis dans un quartier classé prioritaire de la politique de la ville mais dans un appartement privé. Je suis né au fin fond du Cantal, dans un village ultrarural, sans expérience migratoire à part celle d'avoir quitté la campagne pour la grande ville. Je suis journaliste depuis cinq ans et je travaille majoritairement à Paris dans une radio publique qui me rémunère en tant qu'intermittent du spectacle.

Abandonner l'objectivité de façade ne suffit pas. Si j'admetts ne pas pouvoir atteindre une vérité objective alors comment croire ce que j'écris? Une réponse intéressante me semble être la *réfutabilité journalistique* telle que le journaliste Raphaël Meltz a tenté de la développer dans son magazine *Le Tigre* :

Donner au lecteur la possibilité de réfuter ce qu'il lit, c'est-à-dire de le vérifier, le contredire. Ce qui induit qu'on écrit plus qu'un simple article : on explique comment on a préparé le papier, qui on a vu, ce qu'on a lu, qui parle à quel moment, etc.

Je laisse donc apparaître dans mon texte les conditions de sa construction, c'est-à-dire comment j'ai rencontré telle personne, comment mes recherches ont été financées, quel a été mon cheminement intellectuel. Cette exigence de transparence peut surprendre dans le monde du journalisme, où on la jugera sûrement comme une débauche d'énergie inefficace. Elle n'est pas aisée dans un milieu concurrentiel qui n'a pas l'habitude de l'auto-critique. [...] Jouer la transparence permet donc justement, en acceptant la propre fragilité de son travail et de sa démarche, de se confronter à la question irrésolue du manque de confiance entre les journalistes et leurs lecteurs d'une part et entre les journalistes et leurs interlocuteurs d'autre part.

EXTRAITS - CHAPITRE 1 « CHEMINOTS »

« On se retrouve à la bouée » : le rendez-vous est donné, comme une promesse de pleine mer. Sauf que de mer, il n'y en a point :

Avant il y avait une grande porte ici, c'était l'entrée principale de la cité des Cheminots et sa limite sud. Nous, on l'a pas connue, ça date d'avant la guerre. Ensuite, il y a eu une grande place; puis, dans les années 1990, ils ont transformé la place en rond-point et ils ont mis cette grande bouée jaune au milieu. On fait des ronds-points partout maintenant.

Le temps de mars est indécis. Gris, malgré quelques éclaircies. Le vent nous saisit. Les deux frères Hocq, Gilbert et Michel, la cinquantaine sportive, détaillent le grand giratoire qui s'étend devant eux et les trois petites rues qui s'enfoncent entre les pavillons hétéroclites de la cité-jardin. Le quartier Cheminots de Saint-Pol, ils l'ont dans les yeux et dans le cœur. Il faut dire qu'ils y ont passé de belles années d'enfance. Fils de cheminots, ils y sont allés à l'école et ont fréquenté la piscine et les salles de sport, ils ont mangé les légumes du jardin de leurs parents, ils ont jeté des pétards dans les ruines de l'usine Saint-Gobain à la bordure est de la cité. À force d'habitude, ils n'entendent plus le grincement des wagons sur les voies de la gare de triage séparant au nord les maisons et leurs jardins de la ceinture des industries et du port de Dunkerque.

Aujourd'hui, même si Gilbert est devenu cheminot, aucun des deux frères n'y vit plus. « Moi, je suis célibataire, les maisons sont trop grandes et pour l'entretien, y a du boulot! » explique Gilbert. « Et puis y a le terrain derrière. Faut le faire le jardin! » complète Michel. Gilbert prend souvent la parole le premier. Michel, plus timide, complète, explique, nuance. Mais on sent les deux frères liés par cet attachement commun à la cité et par cette enfance partagée.

Toute la cité est composée de différents types de maisons. Il y a du 2, du 4 et du 8 ménages. Les différents modèles correspondent à différentes tailles de maisons, en fonction des familles qui y étaient logées, couples seuls, avec un, deux ou trois enfants. Il y avait aussi des maisons individuelles pour les cadres et un foyer de célibataires.

La plupart du bâti a été construit en 1922 puis en 1948 pour combler les destructions causées par la guerre. Il faut ajouter à cela les différentes constructions plus



récentes, celles des années 1970 et les toutes dernières des années 1990, 2000 et même 2010. En tout, plus de 450 logements. Chaque année, plusieurs lots nouveaux sont inaugurés, d'autres sont démolis. Entre les maisons aux toits pointus, quelques rosiers tentent leurs premières fleurs. Mais je remarque aussi des maisons résolument fermées.

Elles ne sont plus réattribuées maintenant donc elles sont murées systématiquement. Dès que les locataires sont partis : terminé. Une grande partie du quartier va être rénovée. Ils vont garder quelques exemplaires de chaque modèle de maisons normalement. [Gilbert]
Sur les vues d'avion de la cité, on voit bien que c'est ici qu'il y a le plus de foncier vacant dans Saint-Pol, à cause des jardins. Tout le reste de la ville a été construit. [Michel]

Des espaces constructibles qui expliquent l'importance des enjeux de la rénovation à venir. Elle a commencé dès les années 2000 à la suite d'un plan de l'ANRU (Agence nationale pour la rénovation urbaine) qui prévoyait de raser la plus grande part de la cité. Mais face à la résistance de plusieurs habitants, soutenus par l'association CLCV, la mairie a fait marche arrière. À la place, une rénovation plus lente, censée être plus respectueuse des habitants, a été privilégiée. Dernièrement, un nouveau programme a été lancé pour la moitié sud de la cité. Les travaux devraient commencer à partir de 2020, sans que l'on sache précisément pour l'instant en quoi consistent ces opérations, combien de bâtiments seront démolis, de logements bâtis et de maisons réhabilitées. Face à cette transformation progressive de la cité et attachés à son histoire singulière, les frères Hocq se sont employés à fixer dans un livre cette mémoire en sursis. C'est grâce à cette publication que je les ai rencontrés. On m'a tout de suite parlé de leur ouvrage dès que j'ai commencé à m'intéresser à la cité. Ils ont compulsé pendant deux ans les photos, cartes postales, documents provenant d'archives publiques, de celles de la SNCF, du diocèse ou de collections privées. Riches de ces témoignages, ils regardent avec mélancolie et tendresse la cité changer, au risque de perdre son caractère.

On va prendre la rue principale qui part là tout droit, l'avenue Edmond-Flamand. Les rues portent le nom de cheminots morts pendant la Grande Guerre. Les quelques panneaux de rue jaune avec un ovale blanc sont les plus anciens. Ils datent d'avant-guerre. [Gilbert]

On avance dans une allée bordée d'arbres taillés, en attente de leur feuillage de printemps. Des voitures sont stationnées de part et d'autre devant des maisons protégées par une petite haie, un muret, un portillon. Les jardins s'étendent derrière, pas toujours entretenus. La cité a été organisée comme un village, tournée vers un centre qui proposait à l'époque tout le nécessaire à une vie autonome : commerces, école, église, lieux de loisirs. « C'était vraiment un vase clos, une ville dans la ville », précise Michel.



EXTRAITS - CHAPITRE 7 « ENGAGEMENTS »

Le contact de Christian, c'est Dominique Deguines qui me l'a donné. Président actuel de l'association des Cheminots et adjoint à la mairie chargé de l'habitat. Ils se connaissent de la CGT... et de la mairie puisque Christian est le conseiller municipal aux côtés de Dominique chargé de l'urbanisme et de la cité Cheminots. Dominique aussi était agent polyvalent. « À la réserve, on fait une vingtaine de métiers différents. » Lui, il a choisi le militantisme en toute connaissance de cause :

J'étais voué normalement à devenir cadre et cadre supérieur, par rapport à ma formation, mais j'ai choisi autre chose, j'ai choisi le syndicalisme, j'ai choisi l'associatif. J'ai toujours été membre d'asso, et puis j'ai jamais eu envie d'être chef, d'être cadre et tout ça. On vivait correctement, ça allait. J'avais pas envie de faire une carrière, voilà.

Dominique a quand même bossé dans les bureaux, à la fin. À la direction du pôle sécurité à Dunkerque. De la grève de 1995, il n'a pas les mêmes souvenirs que Christian. À son étage, c'était le seul à faire grève. « Quand je suis revenu j'ai mis champagne à tout le monde, j'ai dit : Messieurs, j'ai sauvé vos retraites ! » Comme Christian, cette idée du rapport de force, il l'a chevillée au corps. Sa devise : « La vie, c'est un combat permanent. » Père communiste, CGT, qui buvait le « litron de rouge » avec le curé le soir. Que même le curé il fallait le voir rentrer en zigzaguant sur sa bicyclette après. Un vrai « Don Camillo » dit Dominique. La JOC défilait en 1968 avec la CGT. On n'était pas toujours d'accord politiquement. Ça débattait, mais il y avait ce truc : la solidarité. « C'est dommage que ça, les gamins, ils l'ont perdue. Parce qu'on a créé une société, que ce soit au boulot, ou dans la vie : chacun sa gueule, quoi ! » La société du marche ou crève, il déteste, Dominique. La culture ouvrière qui cimentait la ville s'est perdue quand les partis ont « oublié la classe ouvrière en route ». Et puis les « syndicats aussi ont déconné ». En travaillant entre *apparatchiks* et en oubliant le terrain et la base. Selon Dominique, en survivant sans adhérents, ils ont arrêté de se battre pour les travailleurs. Les gens qui habitent ici n'ont plus ce soutien que pouvait apporter le syndicat, la solidarité. La solidarité politique, la solidarité de classe. « Parce que je peux te dire qu'à l'époque le Parti communiste c'était quelque chose, c'était les mecs qui représentaient vraiment les ouvriers de Saint-Pol. » Quand ça s'arrêtait à l'atelier d'un claquement de doigts pour une prime de vacances. [...]

Nawelle, ça l'a marquée : Trump, président des États-Unis ! « Ça m'a choquée, ça m'a donné un déclic. » Pour elle, c'est comme si ça pouvait arriver ici aussi. Comme si on pouvait avoir un raciste comme ça, bête comme ça, violent comme ça et macho comme ça à la tête du pays. « Avec ma collègue Fatima, j'ai dit : Fatima, faut qu'on fasse un truc. » Il faut y aller, s'engager. Mais à aucun moment Nawelle ne pense à se syndiquer ou à prendre sa carte dans un parti. Des grèves, elle n'en a pas dans ses souve-

nirs, au contraire de Christian, Dominique ou Guy. Les jeunes du quartier, pendant le printemps 2016, quand ils regardaient les manifestations contre la loi Travail à la télé, ils ne se sentaient pas concernés. C'est ce que certains me disaient de manière informelle. Nabyl, l'éducateur de rue, me le confirme. Ils s'en foutent un peu. La grève et les manifs, c'est un truc pour les gens qui ont du boulot, un CDI, et qui peuvent s'engager, ou bien un truc d'étudiants parisiens qui n'ont que ça à faire, passer une « nuit debout ». Ici la précarité promise par les différentes réformes du droit du travail, ils la mangent déjà depuis des années. La recherche du travail l'emporte souvent sur l'envie de militer et de s'engager. Puis, lorsqu'un travail est trouvé, la peur de le perdre reste forte et l'idée de devenir militant ne va pas de soi. Mohammed, lui, s'est syndiqué quand il a trouvé un boulot dans le bâtiment. La nécessité s'est fait sentir quand il a eu des problèmes sur son lieu de travail.

C'était pour connaître mes droits, parce que personne ne va te les dire au sein d'une entreprise. Je suis syndiqué mais pas dans le sens militantisme, plus dans le sens recherche de l'information.

Nawelle, quand elle veut s'engager, pense à ce qu'elle connaît : créer une association. Des associations, elle en a vu plein. Ses parents y sont engagés aussi. « Culturelles et culturelles. » Comme l'association Horizon qui fait de l'aide sociale et de l'*empowerment* pour les jeunes musulmans des quartiers prioritaires. Nawelle a aussi participé à des actions pour récupérer un peu d'argent pour le culte ou bien pour des bonnes œuvres. Elle a aussi fait partie des associations de la ville, comme Villenvie, pour laquelle elle a été bénévole parfois. Mais elle imagine quelque chose de plus ouvert. Pas limité à une religion ou une profession ou un quartier. Alors, avec Fatima, elles ont d'abord organisé un débat autour de la question : pourquoi voter ? Parce que, selon elles, si le FN monte, c'est que les gens autour d'eux ne votent pas ou plus. Mais il ne fallait pas citer de parti, ni prendre fait et cause pour un candidat. « Ça va partir en politique sinon. C'est pas le but. » Nawelle pense que voter suffit et elle espère que ceux qui ne votent pas ne voteront pas FN quand ils commenceront. Mais le plus important, le plus politique dans tout ça, c'est le fait de débattre, de prendre la parole, de coanimer le débat avec un journaliste d'une radio locale, dans les locaux de la halle aux sucres, La demande était forte pour continuer les rencontres. Mais Nawelle veut plus, elle a toujours dans l'idée de monter son asso et de « récolter des fonds pour un futur projet humanitaire » en Afrique ou ailleurs...

L'engagement est d'abord là pour Nawelle, dans l'entraide, mais pas dans les partis et les syndicats.

C'est trop lourd le milieu politique. Tout ce que tu dis, tout, peut être retourné contre toi, quoi. Que dans le milieu social, tu peux que être gentil. Tu peux faire de mal à personne.

Et Nawelle, dans ce monde bien séparé entre bons et méchants, elle préfère être du bon côté. Même si son éclat de rire montre bien qu'elle n'y croit pas à cette division schématique, qu'elle résume pour aller plus vite. Parce que si on s'enfonce dans la complexité du monde, on ne s'en sort plus. Donc on va rester à la surface. Dessiner du doigt les fractures du monde.

Les associations, c'est aussi une partie de l'histoire ouvrière. Celle qu'on oublie derrière l'histoire glorieuse des grèves et des syndicats. Pourtant la liberté d'association a été conquise dans la rue tout au long du XIX^e siècle pour être finalement sanctuarisée dans la fameuse loi de 1901. C'est une partie de l'histoire ouvrière qui a le mieux survécu. Plus récemment, c'est aussi l'histoire de l'engagement des femmes d'ouvriers. Les cheminots, syndiqués, communistes, socialistes, ou autres : c'est des bonhommes. Je n'ai pas croisé une femme qui bossait à la SNCF autrement que comme femme de ménage pour le bailleur des chemins de fer. Dominique Deguines me le confirme :

Les filles et les femmes de cheminots, elles ne bossaient pas trop à la SNCF, le jour où elles allaient, elles prenaient le bus le matin, c'était pour être coiffeuses ou des trucs comme ça.

Sténodactylo à l'époque c'était le graal. Les jeunes femmes travaillaient, comme institutrice ou comme aide-soignante par exemple, puis elles élevaient les enfants. Et celles qui reprenaient ensuite un travail, c'était en dehors du milieu cheminot. Sur le port, dans les bureaux, ou bien au chantier naval, à la cantine. Ça avait un avantage, elles sortaient, elles voyaient d'autres choses et elles s'engageaient à leur façon. Mais sans passer par le syndicat.

À Grande-Synthe, je rencontre Marie-Paule Hocquet-Duval, présidente de l'antenne locale de l'association CLCV. Pour elle, les associations de locataires ont été créées comme un complément aux syndicats, pour prendre en charge la lutte en dehors du lieu de travail : la qualité du logement, de l'environnement, la qualité des écoles, le transport... Tout ce qui avait été oublié en construisant des logements tellement vite autour des usines. À l'époque, d'ailleurs, l'association populaire familiale créée après guerre avait affiché cette relation aux syndicats et pris le nom en 1976 de confédération syndicale du cadre de vie. Dans les années 1990, cette relation au syndicalisme s'est perdue. On a préféré se tourner vers le nom actuel et la défense des « consommateurs ». Quand on disait qu'on avait oublié les « ouvriers »... À l'origine de ce mouvement se trouvaient pourtant les catholiques de gauche, de la JOC. En 1967, ils étaient 400 de Dunkerque à descendre à Paris pour les 40 ans de la JOC. À Saint-Pol, je ne trouve pas de souvenirs de ce mouvement, j'ai dû passer à côté. Ou les gens ne m'en ont pas parlé. Mais là aussi, on retrouve un militantisme associatif en marge des luttes syndicales.



▲ Itinéraire photographique dans la ville lors de l'enquête : dans une rue de la cité Cheminots, dans le complexe sportif de la Ferme Marchand et devant l'ancienne gare de triage.

EXTRAITS - CHAPITRE 8 « IDENTITÉS »

Des étrangers! Voilà comment Damien Lavoisier appelle les nouveaux habitants de la cité Cheminots, ceux qui sont arrivés après l'ouverture en 1974 à des gens ne travaillant pas à la SNCF. Ce n'est pas contre eux, mais ça a cassé quelque chose. La solidarité et le fait que tous se connaissaient, les quêtes lors des décès, les Noël's bricolés comme ils pouvaient mais toujours grandioses, l'entraide. C'est à ce moment-là que l'identité cheminote s'est perdue. Cette identité qui le définit au plus profond de lui et qu'il essaie de retenir par tous les moyens. Damien est au moins autant cheminot qu'il est picard. « Artésien et fier de l'être », comme il dit. Ce pays de mineurs et de corons, ça aussi, ça le définit. Et puis son socialisme, le syndicalisme chez les cadres, son accent bourru, son message d'accueil sur son répondeur téléphonique en patois picard et puis, quand même, être de Saint-Pol... Ces identités qui s'enchâssent, se mélangent, sans remettre en cause son origine ouvrière. Alors comment expliquer que toujours revient cette question sous-entendue quand on mène la réflexion sur les quartiers populaires? Cette fameuse « crise identitaire »? [...] Peut-on y trouver une explication à cette question que je me pose depuis le début : comment, dans l'imaginaire collectif, Saint-Pol, et en particulier Guynemer – Jean-Bart, est-elle sortie de l'histoire ouvrière? Comment est-elle devenue une ville à problèmes? Une ville de quartiers populaires? [...]

Rencontrer Adrien Nave a été facile. Son numéro de portable est sur Internet. Il m'a proposé un rendez-vous rapidement au local de la représentation FN de Saint-Pol. À l'étage d'une maternelle, au fond d'un couloir, une grande pièce avec un immense drapeau tricolore au mur, des affiches du FN. Adrien Nave m'attend, visage poupon, yeux bleus, cheveux ras, complet veston et pin's du drapeau tricolore au revers de la veste. [...]

La critique d'Adrien est difficile à suivre. Je dois remonter à une intervention au conseil municipal en 2015 pour plus de franchise. Il lançait alors sans détour au maire Patrice Vergriete que sa politique de la ville bénéficiait à des communautés bien particulières. Celles surreprésentées dans les quartiers populaires : les immigrés. Les autres subissant « la double peine de payer l'impôt et de passer en second quand il s'agit de bénéficier de l'action publique ». Pourtant, Adrien est d'accord pour dire que les critères du zonage politique de la ville sont établis sur critères sociaux et pas raciaux. D'ailleurs il n'y a que 10 % de personnes qui n'ont pas la nationalité française à Guynemer – Jean-Bart, c'est au-dessus de la moyenne nationale, qui est à 5,5%, mais ça reste très relatif. Et il le disait lui-même dans son intervention, il n'y a pas de chiffres qui permettent de connaître la part de la population d'origine immigrée dans les quartiers de Saint-Pol ou ailleurs.

Alors comment fait-on pour être sûr que la politique de la ville profite aux populations immigrées et d'origine immigrée plus qu'aux autres?

Il n'y a peut-être pas de chiffres, mais il y a la réalité du vécu. Enfin il y a le terrain. D'ailleurs il n'y a pas besoin de chiffres pour subir et pour constater qu'il y a un malaise.

On retrouve là la fameuse réalité chère à Adrien. Celle qui ne ment pas. Celle qui permet de dire et d'affirmer en l'absence de preuves concrètes. S'il y a de la délinquance dans ces quartiers ce serait aussi, selon lui, « en partie » à cause de l'immigration.

Parce qu'il n'y a plus aujourd'hui d'assimilation. L'éducation qui est donnée (parents, école) ne permet pas de s'insérer dans la société correctement. Le fait de ne pas avoir envie aussi. Je veux dire quand on est bercé avec des rappeurs qui crachent régulièrement sur la France, ça n'aide pas à l'aimer quoi.

Et puis après, il y a eu les terroristes. Ce n'est pas une surprise pour Adrien qu'ils aient habité à Guynemer. C'est pareil partout. Molenbeek, Roubaix...

C'est les quartiers qui se radicalisent. Parce qu'il n'y a rien qui est fait pour empêcher le communautarisme donc c'est-à-dire que ces populations-là se regroupent et vivent ensemble et continuent à faire ce qu'ils ont toujours fait et il n'y a pas de changement.

Si je comprends bien, ce qu'elles auraient toujours fait, ces populations-là, c'est du terrorisme. Et la politique de la ville, ne cassant pas le communautarisme, promouvrait le terrorisme ou en tout cas ne l'empêcherait pas. De manière paradoxale, Adrien disait aussi qu'il ne fallait pas faire de la « mixité à toutes les sauces », c'est-à-dire qu'il ne fallait pas forcément mélanger toutes les populations. Il citait un exemple d'une famille qui déménage parce que des Roms se sont installés à côté de chez eux dans une maison qu'Adrien juge insalubre. « Le voisin subit les nuisances sonores de ce logement puisque les locataires sont bruyants, les locataires crient, ne respectent rien, les poubelles débordent sur les trottoirs. » Je n'arrive pas à comprendre, le problème c'est qu'ils soient bruyants ou qu'ils aient un logement insalubre? Quel lien avec le fait qu'ils soient Roms? Ou alors il faudrait laisser les Roms habiter entre eux pour ne pas déranger les voisins. Mais comment faire pour casser le communautarisme si on ne mélange pas les populations? [...]

Pour le maire, la politique de la ville c'est subtil. C'est faire émerger du nouveau sans casser l'ancien. Et parfois c'est long et ça grince. Mais il est content de ce qu'il se fait dans les maisons de quartier, où se croisent anciens dockers et jeunes parents d'origine immigrée. Il faut une politique du consensus avec des projets qui plaisent à tout le monde :

On fait par exemple la fête de Villenvie. Il y a de la java, il y a du rap, il y a du hip hop... Et c'est plein à craquer. Tout le monde apprend à connaître ce que font les autres. Et là si je fais que du hip-hop, et ben ça marche pas. Ou que du french cancan ou des trucs pour les plus anciens non plus.

Comme dans un mariage où il faut de la musique pour les jeunes et pour les vieux. Les gens râlent un peu mais ils finissent par faire la chenille tous ensemble. Plus ou moins, il y a toujours ceux qui préfèrent rester tranquilles chez eux et qu'il ne faut pas oublier non plus. C'est ça pour le maire, la politique : penser à tout le monde... Et rassembler les gens dans un universalisme qui réconcilierait dans un grand pot-pourri les générations et les cultures.

C'est aussi ce que prône Salmata Tabibou, conseillère municipale. Salmata est originaire de Grande Comore. Une des quatre îles de l'archipel des Comores. Puis elle a grandi à Madagascar avant de passer quelques années à La Réunion. À Saint-Pol, elle y est arrivée à 18 ans avec un bébé de 12 mois. Son souvenir ? Le froid. Et pas seulement celui qu'il faisait dehors. Celui de la solitude, sans téléphone, son mari travaillant à l'usine toute la journée. La neige et la grisaille. Noël arrive. La France est laïque mais on fête Noël. C'est pas facile à comprendre, mais elle a vu ça à La Réunion : on n'y travaille pas l'après-midi et c'est une grande fête populaire. En métropole, ça a l'air un peu différent. Les gens travaillent. Mais, quand même, elle fait des samboussas et va les offrir aux voisins. Pour se présenter, pour partager, et pour participer.

La première porte toquée, il a ouvert la porte et il m'a dit : qu'est-ce que vous voulez ?
J'ai dit : j'ai rapporté des petits gâteaux spéciaux de chez nous. Lui : je vous avais rien demandé. Il a claqué la porte. C'est pas grave, mais en arrivant à la maison, quand même, j'ai pleuré de tout mon corps.

[...] Autour de l'association, très vite, Salmata s'aperçoit que nombreux sont ceux qui ont peur de la différence. Peu importe d'où ils viennent. La cause ? Le fait que les gens ne se connaissent pas. Alors il faut partager. Dans des ateliers de cuisine par exemple :

On fait une journée autour de la crêpe.
Tout le monde fait des crêpes dans toutes les cultures du monde. Avec différentes techniques, avec d'autres noms, avec d'autres goûts. Mais c'est la même préparation, c'est des œufs et des farines et tout ça.



▲ Navire câblé, môle 1, port de Dunkerque.